

5.3

Accusé de réception de la préfecture : 059-225900018-20260209-338325-DE-1-1

Date de réception en préfecture le 18 février 2026

Publié le 18 février 2026

Suite à la convocation en date du 26 janvier 2026
LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunie à Lille le 09 FÉVRIER 2026

Sous la présidence de Christian POIRET, Président du Conseil Départemental

Nombre de membres en exercices : 82

Etaient présents : Salim ACHIBA, Grégory BARTHOLOMEUS, Charles BEAUCHAMP, Valentin BELLEVAL, Stéphanie BOCQUET, Anne-Sophie BOISSEAUX, Frédéric BRICOUT, Loïc CATHELAIN, Marie CHAMPAULT, Isabelle CHOAIN, Marie CIETERS, Valérie CONSEIL, Sylvie DELRUE, Agnès DENYS, Jean-Luc DETAVERNIER, Carole DEVOS, Jean-Claude DULIEU, Monique EVRARD, Marie-Laurence FAUCHILLE, Michel GACEM, Michelle GREAUME, Maël GUIZIOU, Mickaël HIRAUX, Jacques HOUSSIN, Simon JAMELIN, Sylvie LABADENS, Eric LAVALLEE, Nicolas LEBLANC, Maryline LUCAS, Didier MANIER, Françoise MARTIN, Luc MONNET, Laurent PERIN, Christian POIRET, Marie-Paule ROUSSELLE, Caroline SANCHEZ, Marie SANDRA, Céline SCAVENNEC, Sébastien SEGUIN, Nicolas SIEGLER, Marie TONNERRE-DESMET, Anne VANPEENE, Philippe WAYMEL, Isabelle ZAWIEJA-DENIZON.

Absent(e)(s) représenté(e)(s) : Pierre-Michel BERNARD donne pouvoir à Valérie CONSEIL, François-Xavier CADART donne pouvoir à Sylvie LABADENS, Yannick CAREMELLE donne pouvoir à Frédéric BRICOUT, Régis CAUCHE donne pouvoir à Monique EVRARD, Christine DECODTS donne pouvoir à Grégory BARTHOLOMEUS, Béatrice DESCAMPS-MARQUILLY donne pouvoir à Marie CIETERS, Isabelle FERNANDEZ donne pouvoir à Françoise MARTIN, Michel LEFEBVRE donne pouvoir à Isabelle ZAWIEJA-DENIZON, Sébastien LEPRETRE donne pouvoir à Jacques HOUSSIN, Valérie LETARD donne pouvoir à Jean-Luc DETAVERNIER, Elisabeth MASSE donne pouvoir à Marie-Laurence FAUCHILLE, Anne MIKOLAJCZAK donne pouvoir à Maël GUIZIOU, Charlotte PARMENTIER-LECOCQ donne pouvoir à Luc MONNET, Michel PLOUY donne pouvoir à Sylvie DELRUE, Marie-Hélène QUATREBOEUF donne pouvoir à Nicolas LEBLANC, Bertrand RINGOT donne pouvoir à Didier MANIER, Frédérique SEELS donne pouvoir à Anne-Sophie BOISSEAUX, Aude VAN CAUWENBERGE donne pouvoir à Sébastien SEGUIN, Karima ZOUGGAGH donne pouvoir à Marie CHAMPAULT.

Absent(e)(s) excusé(e)(s) : Benjamin CAILLIET, Paul CHRISTOPHE, Barbara COEVOET, Frédéric DELANNOY, Claudine DEROEUX, Soraya FAHEM, Patrick VALOIS.

Absent(e)(s) : Martine ARLABOSSE, Barbara BAILLEUL, Doriane BECUE, Josyane BRIDOUX, Olivier CAREMELLE, Sylvie CLERC, Jean-Luc DARCOURT, Laurent DEGALLAIX, Stéphane DIEUSAERT, Vincent LEDOUX, Eric RENAUD, Jean-Noël VERFAILLIE.

OBJET : Mise en place de la convention de partenariat avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI)

DECIDE à l'unanimité:

Pour la mise en place de la convention de partenariat avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions :

- d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention entre le Département du Nord et l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI), dans les termes du projet ci-joint en annexe 3.
-

Le quorum a été vérifié à l'appel de l'affaire à 17 h 01.

Pour la présente délibération, 44 Conseillers départementaux étaient donc présents en séance. Ils étaient porteurs de 19 pouvoirs.

Décision acquise par assentiment de l'assemblée.

Signé électroniquement



Pour le Président du Conseil Départemental
et par délégation,
La Directrice des Affaires Juridiques
et de l'Achat Public,

Claude LEMOINE



CONVENTION

relative à la mise en œuvre du processus de verbalisation électronique pour le réseau des organismes gestionnaires des sites protégés du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L332-1 à L322-15 et R322-1 à R322-42;

Vu le code de procédure pénale, et notamment ses articles 529 à 530-6 et R48-1 à R49-8 ;

Vu le décret n° 2011-348 du 29 mars 2011 modifié portant création de l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI) ;

Vu l'arrêté du 13 octobre 2004 modifié portant création du système de contrôle automatisé ;

Vu l'arrêté du 20 mai 2009 modifié portant création d'un traitement automatisé dénommé « Application de gestion centrale » ;

Il est convenu ce qui suit entre :

L'Agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI), Établissement Public Administratif de l'Etat, identifiée sous le numéro SIRET 130 014 541 00010, ayant son siège au 2, allée Ermengarde-d'Anjou, 35000 Rennes, représentée par M. Laurent FISCUS, Préfet, agissant en qualité de directeur de l'agence ;

Ci-après désignée « ANTAI »

D'une part,

Et

Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, Etablissement public Administratif de l'Etat, identifiée sous le numéro SIRET 180 005 019 00047, ayant son siège à la Corderie royale, rue Audebert, 17300 Rochefort

représentée par, **Philippe VAN DE MAELE**

agissant en qualité de... **Directeur**

Ci-après désignée « Conservatoire »

D'autre part,

Ci-après désignées collectivement « les Parties »

Article I : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise en œuvre du processus de verbalisation électronique par les gardes du littoral des organismes gestionnaires du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres qui ont été préalablement commissionnés et assermentés à cet effet dans les conditions prévues par l'article L322-10-1 du code de l'environnement (ci-après dénommés « personnels habilités »).

Article II : Interlocuteurs uniques

L'ANTAI et le Conservatoire sont les uniques interlocuteurs pour organiser la mise en place initiale et le support de la verbalisation électronique dans le réseau des organismes gestionnaires des sites protégés.

L'ANTAI s'engage à transmettre au Conservatoire l'ensemble des informations techniques et juridiques nécessaires au déploiement de la verbalisation électronique auprès des agents commissionnés et assermentés des organismes gestionnaires, notamment celles relatives aux mises à jour majeures de l'application de bureau dénommée « Application de Gestion Centrale » (AGC) qui en constitue le socle technique.

Conformément aux dispositions du IV de l'article L332-1 du code de l'environnement lui conférant une mission de coordination technique nationale, le Conservatoire s'engage à assurer la diffusion ciblée de ces informations exclusivement en direction des personnels habilités et de leur hiérarchie au sein de l'ensemble des organismes gestionnaires, et plus généralement à assumer la fonction d'intermédiaire entre l'ANTAI et ces personnes, pour toutes les questions juridiques et techniques qu'ils pourraient soulever. Cette fonction d'intermédiaire se limite à la transmission de documents d'informations que l'ANTAI estime nécessaire et n'engage pas le Conservatoire à assurer un support de formation et de suivi technique auprès des organismes gestionnaires.

Article III : Passation des conventions dans les organismes gestionnaires

Tout organisme gestionnaire souhaitant procéder à la mise en œuvre de la verbalisation électronique sur son ressort territorial doit signer une convention avec l'ANTAI, dont le modèle unique est annexé à la présente convention.

Il s'adresse pour cela au Conservatoire qui lui fait parvenir ce modèle pour signature. Le Conservatoire transfère ce document à l'ANTAI une fois signé, après avoir vérifié la complétude et l'exactitude des informations identifiant l'organisme gestionnaire concerné, ainsi que la capacité juridique effective du signataire à engager celui-ci.

Le modèle de convention figurant en annexe ne peut évoluer qu'à l'initiative de l'ANTAI, ou avec l'accord de l'ANTAI suite à une demande portée et argumentée par le Conservatoire. S'il résulte d'une telle modification que des changements de procédure s'imposent aux organismes gestionnaires ayant déjà signé un modèle antérieur, un avenant sera établi à la présente convention pour préciser les conditions pratiques de mise en œuvre de ces changements. En l'absence de tels changements, le modèle de convention peut être mis à jour par simple accord écrit entre l'ANTAI et le Conservatoire sans qu'il soit besoin d'établir un avenant.

Article IV : Mise en œuvre de la solution de verbalisation électronique dans les organismes gestionnaires

Conformément aux clauses de la convention figurant en annexe, l'ANTAI s'engage à titre gracieux auprès des organismes gestionnaires qui la signeront à :

- fournir aux agents de l'organisme gestionnaire l'application de bureau sur poste fixe dénommée « Application de gestion centrale » (AGC), qui leur permet de réaliser les opérations suivantes : l'enrôlement des utilisateurs habilités à verbaliser selon les modalités décrites en annexe, la rédaction et la signature de procès-verbaux électroniques, la consultation d'un historique partiel des procès-verbaux, la saisine du représentant du ministère public en vue de formuler auprès de lui une demande d'annulation d'une procédure datant de moins de 96h, et la récupération d'une copie dématérialisée du procès-verbal à fin de transmission au Procureur de la République et, le cas échéant, lorsqu'une disposition législative ou réglementaire le prévoit, aux organismes ou autorités administratives, ou au contrevenant ou au mis en cause ;
- fournir aux agents de l'organisme gestionnaire la liste des natures d'infraction (NatInf) prises en charge dans le cadre de la verbalisation électronique ;
- mettre à disposition des agents de l'organisme gestionnaire, dans l'espace réservé dont il dispose sur le site internet de l'ANTAI, la documentation technique pour la mise en œuvre de la verbalisation électronique ;
- traiter les messages d'infraction (MIF) reçus par voie électronique au Centre national de traitement (CNT), qui résultent des informations saisies par les agents verbalisateurs directement dans l'AGC ou le cas échéant, dans l'application de verbalisation électronique sur terminal mobile choisie par l'organisme gestionnaire parmi les solutions commerciales dont la conformité à l'article A37-19 du code de procédure pénale a été officiellement validée par l'ANTAI ;
- éditer les avis de contravention (ACO) et tous les documents afférents, les affranchir et procéder à leur expédition au contrevenant ou le cas échéant, adresser à celui-ci les ACO de manière dématérialisée (eACO) lorsque son adresse de messagerie électronique a été relevée par l'agent verbalisateur au moment où il a constaté l'infraction ;
- recevoir et traiter les appels, les courriers, les contestations dématérialisées, et les paiements émanant des personnes ayant fait l'objet d'une verbalisation ;
- transmettre ces courriers et contestations dématérialisées à l'officier du ministère public (OMP) compétent et, le cas échéant, au tribunal de police compétent conformément aux règles de procédure pénale applicables aux contraventions ;
- soumettre à l'officier du ministère public compétent les dossiers éligibles à la majoration de l'amende forfaitaire en vertu des règles du code de procédure pénale, en vue de l'émission du titre exécutoire permettant leur prise en charge par le comptable public ;
- archiver les documents relatifs aux avis de contravention dans le respect des durées définies par les textes législatifs et réglementaires.

Article V : Engagements du Conservatoire

Outre les missions décrites aux articles II et III ci-dessus, le Conservatoire s'engage :

- à informer l'ensemble des organismes gestionnaires du dispositif instauré par la présente convention;
- à relayer sans délai aux organismes gestionnaires signataires de la convention toute information communiquée par l'ANTAI susceptible d'avoir un impact sur la qualité du service rendu ;
- à informer sans délai l'ANTAI de toute évolution juridique, effective ou à venir dont il aurait connaissance, qui lui paraîtrait susceptible d'avoir un impact à court, moyen ou long terme sur

**Convention relative à la mise en
œuvre du processus de verbalisation
électronique pour les agents habilités des
organismes gestionnaires du
Conservatoire de l'espace littoral et des
rivages lacustres**

CONVENTION

**relative à la mise en œuvre du processus de verbalisation électronique pour les agents
habilités de l'Organisme gestionnaire du conservatoire de**

.....
.....
Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L332-1 à L322-15 et R322-1 à R322-42 ;

Vu le code de procédure pénale, et notamment ses articles 529 à 530-6 et R48-1 à R49-8 ;

Vu le décret n° 2011-348 du 29 mars 2011 modifié portant création de l'Agence nationale de
traitement automatisé des infractions (ANTAI) ;

Vu l'arrêté du 13 octobre 2004 modifié portant création du système de contrôle automatisé ;

Vu l'arrêté du 20 mai 2009 modifié portant création d'un traitement automatisé dénommé « Application
de gestion centrale ».

Il est convenu ce qui suit entre :

L'Agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI), Établissement Public Administratif
de l'Etat, identifiée sous le numéro SIRET 130 014 54100010, ayant son siège au 2, allée Ermengarde-
d'Anjou, 35000 Rennes, représentée par M. Laurent FISCUS, Préfet, agissant en qualité de directeur
de l'agence ;

Ci-après désignée « ANTAI »

D'une part,

Et

L'Organisme gestionnaire **Département du Nord**

.....
.....
Gérée par **la brigade des gardes du Littoral appartenant au Pôle Gestion des Espaces
Naturels et des Itinéraires de la Direction Ruralité Environnement**

.....
identifié sous le numéro SIRET

Ayant son siège au **51 rue Gustave Delory - 59047 LILLE CEDEX 9**

.....
représenté par, **M. Christian POIRET**

agissant en qualité de **Président du Conseil Départemental du Nord**

Ci-après désigné « l'organisme gestionnaire »

D'autre part,

Ci-après désignées collectivement « les Parties »

Article I : Objet de la Convention

La présente Convention a pour objet de définir les conditions de la mise en œuvre du processus de la verbalisation électronique par les agents habilités de l'organisme gestionnaire:

.....
..... Département du Nord

La présente Convention annule et remplace dans toutes ses dispositions toute convention antérieure, écrite ou orale, entre les Parties sur le même objet et constitue l'accord entier entre les Parties sur cet objet.

Lorsque la présente Convention se substitue à une Convention préexistante, le dispositif de verbalisation électronique existant est reconduit à l'identique sur le plan technique, sans interruption de service, sauf accord séparé entre les Parties en disposant autrement.

Article II : Documents conventionnels

Les documents conventionnels comprennent la présente Convention et l'annexe Sécurité.

L'annexe fait partie intégrante de la Convention et a une valeur conventionnelle.

Article III : Engagements de l'ANTAI

L'ANTAI s'engage à titre gracieux à :

- fournir aux agents de l'organisme gestionnaire l'application de bureau sur poste fixe dénommée « Application de gestion centrale » (AGC), qui leur permet de réaliser les opérations suivantes : l'enrôlement des utilisateurs habilités à verbaliser selon les modalités décrites en annexe, la rédaction et la signature de procès-verbaux électroniques, la consultation d'un historique partiel des procès-verbaux, la saisine du représentant du ministère public en vue de formuler auprès de lui une demande d'annulation d'une procédure datant de moins de 96h, et la récupération d'une copie dématérialisée du procès-verbal à fin de transmission au Procureur de la République et, le cas échéant, lorsqu'une disposition législative ou réglementaire le prévoit, aux organismes ou autorités administratives, ou au contrevenant ou au mis en cause ;
- mettre à disposition des agents de l'organisme gestionnaire la liste des natures d'infraction (NatInf) prises en charge dans le cadre de la verbalisation électronique ;
- mettre à disposition des agents de l'organisme gestionnaire, dans l'espace réservé dont il dispose sur le site internet de l'ANTAI, la documentation technique pour la mise en œuvre de la verbalisation électronique ;
- traiter les messages d'infraction (MIF) saisis par les agents verbalisateurs directement dans l'AGC ou, le cas échéant, dans leur application de verbalisation électronique sur terminal mobile et reçus par voie électronique au Centre national de traitement (CNT) ;
- éditer les avis de contravention (ACO) et tous les documents afférents, les affranchir et procéder à leur expédition au contrevenant ou le cas échéant, adresser à celui-ci les ACO de manière dématérialisée (eACO) lorsque son adresse de messagerie électronique a été relevée par l'agent verbalisateur au moment où il a constaté l'infraction ;

- recevoir et traiter les appels, les courriers, les contestations dématérialisées, et les paiements émanant des personnes ayant fait l'objet d'une verbalisation ;
- transmettre ces courriers et contestations dématérialisées à l'officier du ministère public (OMP) compétent et, le cas échéant, au tribunal de police compétent conformément aux règles de procédure pénale applicables aux contraventions ;
- soumettre à l'officier du ministère public compétent les dossiers éligibles à la majoration de l'amende forfaitaire en vertu des règles du code de procédure pénale, en vue de l'émission du titre exécutoire permettant leur prise en charge par le comptable public ;
- archiver les documents relatifs aux avis de contravention dans le respect des durées définies par les textes législatifs et réglementaires.

Article IV : Engagements de l'Organisme gestionnaire

L'organisme gestionnaire s'engage à mettre en œuvre les dispositions suivantes :

- désigner une personne en charge de la mise en œuvre de la verbalisation électronique au sein de son unité, dont les missions sont décrites en annexe, et qui sera l'interlocuteur privilégié de l'ANTAI et de l'établissement public du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres qui est habilitée à jouer en tant que de besoin le rôle d'intermédiaire entre les Parties en application IV de l'article L332-1 du code de l'environnement ; en cas de départ ou d'indisponibilité prolongée de cette personne, l'organisme gestionnaire devra veiller à assurer la continuité de cette fonction en transférant sans délai ces attributions à une autre personne dont l'identité sera aussitôt communiquée à l'ANTAI par voie officielle ;
- veiller à ce que seuls les agents verbalisateurs dûment habilités utilisent les dispositifs fixes et mobiles de verbalisation ;
- utiliser la solution AGC fournie par l'ANTAI conformément à ses prescriptions d'emploi et aux règles de sécurité figurant en annexe ;
- acquérir, s'il le souhaite, un ou plusieurs terminaux mobiles de verbalisation électronique (équipement et application indissociables), répondant aux caractéristiques énumérées à l'article A37-19 du code de procédure pénale, auprès de l'une des sociétés bénéficiant, pour le modèle considéré, d'une attestation de vérification d'aptitude au bon fonctionnement (VABF) délivrée par l'ANTAI ; dans ce cas, l'organisme gestionnaire avisera l'ANTAI, par messagerie électronique ou par courrier, au minimum un mois à l'avance, de sa décision d'acquérir une telle solution, ou de tout changement ultérieur de celle-ci, en précisant la date d'effet envisagée ; l'organisme gestionnaire devra par ailleurs obligatoirement souscrire aux services associés fournis par la société retenue (mise en service initiale, mises à jour au fil de l'eau, maintien en condition opérationnelle, formation, support et système de télétransmission des MIF vers le CNT au travers d'un système dit « concentrateur ») ;
- mettre à disposition des agents verbalisateurs des cartes à puce personnalisées et conformes aux exigences des Règles de sécurité pour l'utilisation des équipements de verbalisation électronique (voir Annexe) ;
- le cas échéant, prévoir l'acquisition des avis d'information (document à apposer sur le véhicule ayant fait l'objet d'une verbalisation) et des relevés d'infraction (document papier numéroté à utiliser

par l'agent assermenté pour relever, sur le terrain, les éléments de l'infraction avant de les saisir lui-même dans l'AGC, au sein du service) ;

- assurer la formation des agents verbalisateurs ainsi que leur enrôlement au sens de la sécurité des systèmes d'information ;
- procéder à une revue annuelle des autorisations de droits et d'accès à l'AGC ainsi qu'en cas de changement de la personne en charge au sein de l'organisme gestionnaire;
- appliquer les mesures techniques et opérationnelles précisées dans les Règles de sécurité pour l'utilisation des équipements de verbalisation électronique (voir Annexe).

L'organisme gestionnaire s'engage à assumer les responsabilités suivantes :

- utiliser la connexion vers le CNT aux seules fins de la verbalisation électronique ;
- ne pas porter atteinte à l'intégrité et à la sécurité des dispositifs de traitement du CNT, notamment en s'abstenant d'utiliser une solution de verbalisation qui n'aurait pas été fournie par l'ANTAI ou qui n'aurait pas fait l'objet d'une VABF délivrée par l'ANTAI ;
- s'assurer que les agents verbalisateurs ne constatent par procès-verbal électronique que des infractions relevant de leur compétence et de leur habilitation conformément aux règles de procédure pénale et aux lois et règlements en vigueur ; notamment, en cas d'utilisation de système permettant la constatation d'infractions routières par vidéoverbalisation, s'assurer que ses agents procèdent à des constatations unitaires ;
- ne pas tenter d'altérer le fonctionnement des solutions de verbalisation utilisées, y compris par l'utilisation de logiciels tiers d'automatisation de tâches ;
- ne pas utiliser ce raccordement pour transmettre au CNT d'autres MIF que ceux émis par les seuls services verbalisateurs de l'organisme gestionnaire;
- assurer une responsabilité pleine et entière du contenu des MIF transmis au CNT (i.e. des informations d'infraction) ;
- ne pas tenter de modifier ou extraire les éléments de sécurité relatifs à l'authentification d'origine de la connexion vers le CNT ou relatifs à la provenance des MIF relevés et transmis au CNT. En particulier, ne pas altérer ni modifier ni tenter d'extraire les certificats ou les clés d'authentification et de signature fournis par le CNT et utilisés pour authentifier l'origine des MIF ainsi que l'origine de la connexion ;
- maintenir en état de fonctionnement à la fois l'ordinateur permettant l'accès à l'AGC et, le cas échéant, le système de télétransmission des MIF vers le CNT mis en place par le fournisseur de solution de verbalisation en mobilité, de type VPN sécurisé via internet ;
- procéder systématiquement, avant la prise de service des agents, aux mises à jour de l'application de verbalisation et des référentiels NatInf, Utac et FOves (fournis par l'ANTAI selon un procédé automatique) ainsi que des référentiels géographiques ;
- s'assurer que les agents verbalisateurs procèdent systématiquement, de façon au moins quotidienne, à la transmission des MIF vers le CNT, lorsque le dispositif technique ne permet pas

une transmission au fil de l'eau par un réseau radiomobile, l'ANTAI ne pouvant garantir le traitement des MIF transmis de façon trop différée ;

- suivre quotidiennement, au travers de l'AGC, la bonne intégration des messages d'infraction au CNT, indépendamment de tout autre équipement dont l'organisme gestionnaire pourrait être doté par un prestataire et traiter sans délai les demandes de validation par le chef de service des saisines de l'OMP sollicitées par les agents verbalisateurs à fin d'annulation d'une procédure datant de moins de 96h.

En cas de manquement à l'une des obligations prévues par le présent article, qui serait de nature à créer un risque pour la sécurité des dispositifs de traitement du CNT ou à l'intégrité de la chaîne de traitement automatisé, le traitement des MIF pourra être suspendu par l'ANTAI après information de l'organisme gestionnaire. Dans le cas où il ne serait pas remédié avec diligence au manquement, l'ANTAI pourra résilier la Convention dans les conditions prévues par l'article VI.

Article V : Protection des données à caractère personnel

1) Information sur un traitement de données à caractère personnel effectué par l'ANTAI

Conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et au Règlement 2016/679 du Parlement européen relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données du 27 avril 2016 (RGPD), l'ANTAI met en œuvre un traitement de données à caractère personnel afin de lui permettre d'assurer la gestion et le suivi du service objet de la présente convention.

Ce traitement est basé sur l'intérêt légitime poursuivi par l'ANTAI pour le suivi du service objet de la présente convention. Il collecte les catégories de données suivantes :

- Données d'identification et coordonnées de l'organisme gestionnaire ;
- Données d'identification et coordonnées professionnelles des interlocuteurs au sein de l'organisme gestionnaire.

Ces données sont conservées pour la durée de la convention augmentée de dix ans à compter de la fin de la présente convention.

Elles ne sont accessibles qu'aux agents de l'ANTAI et à ses prestataires dans le cadre des missions qui leur sont confiées.

Le recueil des données est obligatoire pour la mise en œuvre des finalités susvisées.

L'organisme gestionnaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, de limitation, d'effacement et d'opposition pour motif légitime, dans les limites prévues par le code de procédure pénale, en s'adressant à l'adresse postale suivante : CNT - Données personnelles - CS 74000 - 35094 Rennes Cedex 9 et en joignant une copie d'une pièce d'identité.

Ce traitement est contrôlé par le délégué ministériel à la protection des données du ministère de l'intérieur (Délégué ministériel à la protection des données – Ministère de l'intérieur – Place Beauvau – 75800 Paris Cedex 08). Une réclamation peut aussi être déposée auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL – 3 place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07).

2) Traitement de données à caractère personnel effectué pour le traitement des MIF

Les Parties s'engagent à respecter la législation et la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier :

- le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et

à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement général sur la protection des données) ;

- la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (loi Informatique et libertés), notamment son titre III.

Dans le cadre de la Convention, l'ANTAI s'engage à traiter uniquement les données à caractère personnel listées et pour les finalités décrites par :

- l'arrêté du 13 octobre 2004 modifié portant création du système de contrôle automatisé ;
- l'arrêté du 20 mai 2009 modifié portant création d'un traitement automatisé dénommé « Application de gestion centrale ».

Les traitements concernés sont définis par les arrêtés précités qui ont fait l'objet d'une publication au Journal Officiel de la République française.

L'ANTAI est désignée comme point de contact auprès des personnes concernées pour l'exercice de leurs droits et sera le gestionnaire de leurs demandes. Lorsque les personnes concernées exercent auprès de l'organisme gestionnaire des demandes d'exercice de droits, celui-ci doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique au point de contact de l'ANTAI pour la gestion des données à caractère personnel.

L'organisme gestionnaire prête assistance à l'ANTAI, le cas échéant et uniquement si celui-ci en fait la demande, pour ce qui est de remplir l'obligation de répondre aux demandes des personnes concernées d'exercer leurs droits.

Lorsqu'une Partie fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, ce dernier est tenu de respecter les obligations de la présente Convention. Il appartient à chaque Partie de s'assurer que son sous-traitant respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu de la présente Convention et du Règlement général sur la protection des données et de la loi Informatique et Libertés. Chaque Partie demeure pleinement responsable, à l'égard de l'autre, de l'exécution des obligations de son sous-traitant, conformément à la convention conclue avec lui.

Chaque Partie veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

Chaque Partie assure la sécurité des traitements effectués par elle.

L'organisme gestionnaire doit signaler à l'ANTAI toute anomalie ou utilisation illicite pouvant avoir un impact sur la sécurité des traitements de données à caractère personnel effectués par l'ANTAI dans le cadre de la présente Convention. Il informe l'ANTAI dans les meilleurs délais et, si possible, vingt-quatre (24) heures au plus tard après en avoir eu connaissance.

En cas de violation de données à caractère personnel, l'organisme gestionnaire coopère avec l'ANTAI, le cas échéant et uniquement si celui-ci en fait la demande, et lui prête assistance aux fins de la mise en conformité avec les obligations incombant à l'ANTAI en vertu des articles 33 et 34 du Règlement général sur la protection des données et de l'article 102 de la loi Informatique et Libertés.

La décision de notifier ou pas cette violation à l'autorité de protection des données, ainsi qu'aux personnes concernées, et la forme de la communication éventuelle, relèvent de l'ANTAI et de la Délégation à la Sécurité Routière en concertation avec le Délégué à la Protection des Données personnelles du ministère de l'intérieur. L'organisme gestionnaire ne procède pas à ces notifications et à la communication.

Le point de contact de l'ANTAI pour la gestion des données à caractère personnel est le suivant : donnees-personnelles-antai@interieur.gouv.fr

Pour l'application de la présente Convention, l'adresse donnees-personnelles-antai@interieur.gouv.fr est réservée aux communications entre l'ANTAI et l'organisme gestionnaire. A ce titre, elle ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une communication aux personnes concernées.

Article VI : Caducité

La présente Convention deviendra automatiquement caduque dans le cas où l'organisme gestionnaire viendrait à être supprimé, remplacé ou fusionné. Dans les deux derniers cas, une nouvelle convention devra alors être signée avec le nouvel organisme gestionnaire compétent pour verbaliser.

La présente Convention deviendra également automatiquement caduque, et devra, afin de garantir la continuité du service, être remplacée ou amendée de plein droit, en cas de décision par l'Organisme gestionnaire de mettre en place une solution permettant la verbalisation électronique via un autre support que ceux décrits au quatrième alinéa de l'article IV (AGC ou solution mobile intégrée ayant fait l'objet d'une VABF prononcée par l'ANTAI). Dans ce cas de figure, l'Organisme gestionnaire s'engage à informer l'ANTAI de cette acquisition, au minimum trois (3) mois avant toute utilisation de ces appareils à cette fin.

Article VII : Entrée en vigueur – Durée – Résiliation

La présente Convention entre en vigueur à compter de la date de sa signature par les Parties. Elle est conclue pour une durée allant jusqu'au 1^{er} janvier de l'année suivant sa signature. Elle est renouvelable annuellement à chaque 1^{er} janvier par tacite reconduction.

La présente Convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des Parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un délai de préavis d'un mois avant la date de reconduction effective.

Dans le cas où la présente Convention deviendrait caduque conformément à son article VI, celle-ci prendra fin à compter de la première utilisation des nouveaux terminaux.

Il est entendu entre les Parties que, dès la fin de la présente Convention, et sauf à ce qu'une autre Convention qui en prendrait la suite en dispose autrement :

- tous les comptes et certificats des agents devront être révoqués ;
- toutes les cartes à puce devront être détruites ;
- toutes les connexions liées à la verbalisation électronique seront supprimées, et les messages d'infraction ne seront plus traités étant cependant précisé que les messages d'infraction réceptionnés par le CNT avant la fin de la Convention seront traités par l'ANTAI jusqu'à l'achèvement complet de la procédure judiciaire correspondante ;
- le prestataire, avisé par l'Organisme gestionnaire, devra supprimer les connexions liées à cette activité ;
- le site de verbalisation sera arrêté provisoirement, par l'ANTAI, après suppression, le cas échéant, de l'accès du prestataire aux données du site.

Il est toutefois expressément convenu qu'en cas de manquement par l'une ou l'autre des Parties à l'une des obligations mises à sa charge par les présentes, sauf cas de force majeure, la Convention pourra être résiliée par l'autre Partie de plein droit et avec effet immédiat, quinze (15) jours après une mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception et demeurée infructueuse. En pareille situation, et par exception à ce qui précède, l'ANTAI se réserve la possibilité de suspendre le traitement des infractions concernées par le manquement à l'origine de l'interruption de la Convention.

Article VIII : Règlement des litiges


En cas de difficultés dans l'exécution des obligations stipulées dans la présente Convention, les Parties rechercheront avant tout une solution amiable.

Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas, tout litige auquel la Convention pourrait donner lieu, tant sur sa validité que sur son interprétation ou son exécution, sera porté devant le tribunal administratif de Rennes.

Fait à PARIS le
17 FEV. 2025

Pour l'ANTAI,

Pour l'organisme gestionnaire,


le Préfet,
Directeur de l'Agence nationale
de traitement automatisé des infractions
Laurent FISCUS

ANNEXE

Règles de sécurité pour l'utilisation des équipements de verbalisation électronique

Ce document constitue l'annexe de sécurité de la Convention relative à la mise en œuvre du processus de verbalisation électronique. Il rappelle les règles de bonnes pratiques de sécurité des systèmes d'information. La mise en œuvre de ces règles permet de respecter les différents engagements des représentants des entités verbalisatrices, formalisés dans la présente Convention. La gestion de la verbalisation électronique peut être déléguée par le signataire de la présente Convention à une personne désignée « personne en charge » dans ce document, dont le rôle constitue la clé de voûte de la sécurité du dispositif (il s'agira donc en général d'une personne ayant autorité, comme le chef de service de l'unité concernée, ou d'un proche collaborateur désigné par lui à cet effet).

Ces règles ne constituent pas un ensemble exhaustif, mais permettent d'identifier les priorités de mise en œuvre. Elles doivent être portées à la connaissance de l'ensemble des utilisateurs de la verbalisation électronique, sous une forme adaptée, au travers de sessions de sensibilisation concomitantes à la formation à l'outil de verbalisation électronique, et faire l'objet de rappels réguliers selon les modalités appropriées (affichage, formation continue, etc.).

*
* *
*

Seuls les agents habilités ont le droit de verbaliser à l'aide de l'AGC et des terminaux de verbalisation électronique. À cet effet, la personne en charge au sein de l'organisme gestionnaire s'engage à créer pour chaque agent verbalisateur habilité un compte individuel nominatif, réservé à son usage exclusif, au travers d'un processus documenté impliquant un enrôlement des utilisateurs en face à face, et à révoquer ce compte ainsi que les certificats de sécurité associés lorsque cet agent cesse d'exercer cette activité.

Seuls ces agents doivent pouvoir accéder physiquement aux systèmes de verbalisation électronique (PDA, smartphone, tablette, station de transfert, AGC, équipements réseau, cartes à puce...) afin de les protéger contre toute forme d'attaque, notamment le vol, l'usurpation et le vandalisme. En cas de fin d'affectation d'un agent verbalisateur ou en cas de changement d'activité, l'ensemble des équipements de verbalisation dont l'agent était doté devront être restitués.

Dans le cas d'une utilisation d'un système de verbalisation électronique par terminal mobile, chaque agent est équipé d'une carte à puce personnelle qui doit faire l'objet d'une remise en face en face. Cette dernière contient des éléments secrets fournis par le CNT permettant l'authentification forte de l'agent ainsi que le scellement des messages d'infraction par signature électronique (i.e. cryptographique). Les cartes à puce retenues et utilisées doivent être conformes aux exigences de l'administration française en ce qui concerne les dispositifs de signature qualifiée, et respecter les sources suivantes :

- l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information (ANSSI) publie une liste de dispositifs SSCD (bénéficiant des mesures de transition eIDAS, donc conformes QSCD) : <https://cyber.gouv.fr/produits-certifies>
- la Commission européenne publie une liste des dispositifs SSCD et QSCD certifiés par les différents États membres : <https://ec.europa.eu/futurium/en/content/compilation-member-states-notification-sscds-and-qscds>

La personne en charge doit s'assurer de la bonne exécution des missions confiées à un prestataire de service dans le cadre de la verbalisation électronique, notamment sur les aspects de sécurité des systèmes d'information, ainsi que sur la conformité légale et réglementaire des systèmes utilisés.

En cas d'incident de sécurité majeur survenant dans l'établissement (panne totale, intrusion dans le système, vol de données, etc.), la personne en charge doit effectuer une déclaration d'incident rapide et formelle auprès du prestataire de service. Après une rapide instruction, l'incident de sécurité devra être signalé par le prestataire de service à l'ANTAI.

Il est fortement recommandé d'utiliser des équipements dédiés exclusivement à la verbalisation électronique. Si certains équipements sont utilisés par ailleurs pour d'autres usages (ordinateur accédant à l'AGC, smartphone, carte à puce, réseau, station de transfert, etc.), la personne en charge doit s'assurer de leur sécurisation, afin de ne pas dégrader le niveau de sécurité du CNT, ni l'intégrité des données d'infraction.

Les éléments secrets générés dans le cadre du processus d'enrôlement ainsi que les certificats émis par le CNT sont délivrés à l'usage de la verbalisation électronique. Tout autre cas d'usage est soumis à la validation de l'ANTAI.

Les différents systèmes de verbalisation électronique doivent être équipés d'un antivirus et d'un antispyware maintenus à jour. La personne en charge doit s'assurer du respect des exigences de maintenance matérielle et logicielle des différents dispositifs utilisés pour la verbalisation électronique. Les systèmes d'exploitation, anti-virus, applicatifs et logiciels de verbalisation électronique doivent être maintenus à jour vers des versions conformes aux prescriptions de l'ANTAI.

L'accès aux systèmes d'exploitation des composants de verbalisation électronique doit être protégé par une authentification. Les sessions système doivent se verrouiller automatiquement en cas d'inactivité.

Identifiants, certificats, cartes à puce doivent rester personnels et ne peuvent en aucun cas être prêtés. Les éléments secrets (code PIN, mot de passe) ne doivent en aucun cas être divulgués ou inscrits sur des surfaces visibles par des tiers. Ils doivent immédiatement être modifiés en cas de soupçon de compromission ou de compromission effective.

En cas de perte de support d'authentification (carte à puce), un signalement devra être effectué dans les plus brefs délais auprès du fournisseur de ce support. Après une rapide instruction, l'incident de sécurité devra être signalé, sans délai, par le prestataire de service à l'ANTAI.

COMMISSION PERMANENTE
Réunion du 09 février 2026

OBJET : Acquisition d'une parcelle à Cysoing, mise en place de la convention de partenariat avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI) et renouvellement de la convention avec le Centre Régional de Phytosociologie/Conservatoire Botanique National de Bailleul

Dans le cadre de sa politique Nord durable, en particulier de son engagement 3 visant à renforcer les politiques en faveur de la biodiversité et les puits de carbone, le présent rapport a pour objet la présentation des opérations liées au patrimoine naturel Espaces Naturels du Nord (ENN) ou confié en gestion au Département.

1) ACQUISITION D'UNE PARCELLE SUR LE SITE DU BOIS DE LA TASSONNIÈRE À CYSOING AUPRÈS DE L'INDIVISION XXXXX OU DE LEURS AYANTS DROIT

Le Département est propriétaire d'un foncier d'environ 79 ha au sein du site Espace Naturel du Nord du Bois de la Tassonnière à Cysoing.

Ce site est identifié comme secteur prioritaire dans la délibération cadre relative à la nouvelle stratégie départementale en faveur des Espaces Naturels du Nord du 1^{er} juillet 2019.

Le Département a reçu de la part de l'indivision XXXXX, une proposition d'acquisition de la parcelle cadastrée à Cysoing section D n° 912 située au sein de ce site.

Cette parcelle boisée est incluse dans la zone de préemption départementale de « la Vallée de la Marque », instaurée notamment sur la commune de Cysoing au titre de la préservation des Espaces Naturels Sensibles par délibération du Conseil général des 21, 22 et 23 décembre 1987.

Cette parcelle est contigüe à un ensemble foncier, d'un seul tenant et propriété du Département, d'une superficie d'environ 19Ha, compris dans les 79 Ha appartenant au Département dans ce site ENN (annexe 1).

Afin de parfaire la cohérence foncière de ce site ENN, il est donc proposé d'acquérir cette parcelle en nature de bois (taillis sous futaies), d'une surface totale de 24 486 m², libre d'occupation et de droits, auprès de Monsieur XXXXX, de Madame YYYYY, de Madame ZZZZZ et de Madame WWWW, propriétaires indivis, ou de leurs ayants droit.

Le prix est de soixante mille sept cents euros (60 700 €), prix net vendeur, tous les frais, taxes et honoraires liés à la rédaction de l'acte et à la publicité foncière étant à la charge de l'acquéreur.

2) MISE EN PLACE D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA VERBALISATION ÉLECTRONIQUE DES SITES PROTÉGÉS DU CONSERVATOIRE DU LITTORAL

Le 17 février 2025, le Conservatoire du Littoral et l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI) ont signé une convention pour la mise en œuvre du processus de verbalisation électronique des organismes gestionnaires des sites protégés du Conservatoire du Littoral (annexe 2).

Les gardes départementaux de la brigade du Littoral gèrent environ 900 ha d'espaces naturels propriété du Conservatoire du Littoral (convention du 10 octobre 2017) et sont commissionnés et assermentés.

La signature de la convention entre le Département et l'ANTAI permettra, l'installation de l'application « Application de gestion centrale » sur les ordinateurs fixes des gardes départementaux sans incidence financière (annexe 3).

Les gardes départementaux de la Brigade du Littoral pourront alors dresser des procès-verbaux électroniques en remplacement des procès-verbaux papiers, en cas d'infractions commises sur les Espaces Naturels du Nord.

3) RENOUELEMENT DE LA CONVENTION AVEC LE CENTRE RÉGIONAL DE PHYTOSOCIOLOGIE/CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL DE BAILLEUL

Dans le cadre des subventions accordées aux associations et organismes environnementaux, il est proposé de renouveler la convention annuelle avec le Centre Régional de Phytosociologie/Conservatoire Botanique National de Bailleul pour l'année 2026, présentée en annexe 4, comprenant :

- la cotisation statutaire annuelle de membre fondateur à hauteur de 20 000 € ;
- une subvention de fonctionnement de 80 000 €.

Cette dernière correspond à un accompagnement de la politique en faveur des Espaces Naturels du Nord (ENN) pour une amélioration de la connaissance scientifique du patrimoine naturel départemental et à un appui technique aux services départementaux et au territoire.

Je propose à la Commission permanente :

Pour le renforcement de la cohérence foncière :

- d'autoriser l'acquisition, par le Département du Nord, auprès de Monsieur XXXXX, de Madame YYYYY, de Madame ZZZZZ et de Madame WWWW, propriétaires indivis, ou de leurs ayants droit, de la parcelle en nature de bois, d'une surface totale de 24 486 m², cadastrée section D n° 912 à Cysoing, libre d'occupation et de droits, au prix net vendeur soixante mille sept cents euros (60 700 €), tous frais, taxes et honoraires liés à la rédaction de l'acte et à la publicité foncière étant à la charge de l'acquéreur ;
- de m'autoriser à signer les documents permettant la régularisation de cette transaction, dès lors que l'erreur de contenance, en plus ou en moins, n'excède pas 1/20ème, au prix indiqué ci-dessus, augmenté le cas échéant des frais, taxes et honoraires liés à la rédaction de l'acte et à la publicité foncière ;
- de m'autoriser à solliciter toute demande de subvention permettant de cofinancer par des fonds structurels, contrat de projet, fonds européens ou participation financière de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie cette acquisition et à signer tout document s'y rapportant ;
- d'imputer la dépense correspondante, soit 60 700 € sur les crédits inscrits à l'opération 23005OP003.

Pour la mise en place de la convention de partenariat avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions :

- de m'autoriser à signer la convention entre le Département du Nord et l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI), dans les termes du projet, ci-joint, en annexe 3 ;

Pour le renouvellement de la convention de partenariat avec le Centre Régional de Phytosociologie/Conservatoire Botanique National de Bailleul :

- d'attribuer une subvention de fonctionnement de 80 000 € au Centre Régional de Phytosociologie/Conservatoire Botanique National de Bailleul, au titre de l'exercice 2026 ;
- d'autoriser le versement de la cotisation statutaire de 20 000 € au Centre Régional de Phytosociologie/Conservatoire Botanique National de Bailleul, au titre de l'exercice 2026 ;
- d'imputer la dépense relative à son programme d'activités 2026, soit 80 000 € sur l'opération 23005OP008 ;
- d'imputer la dépense de cotisation, soit 20 000 €, sur l'opération 23005OP008.
- de m'autoriser à signer la convention entre le Département du Nord et le Centre Régional de Phytosociologie/Conservatoire Botanique National de Bailleul, dans les termes du projet, ci-joint, en annexe 4.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
23005OP003	23005E33	5 000 000 €	2 299 844,26 €	60 700 €
23005OP008	23005E15	222 000 €	19 980 €	80 000 €
23005OP008	23005E01	20 000 €	0 €	20 000 €

Christian POIRET
Président du Département du Nord